



LA REVUE DES LIVRES

Chronique bibliographique sous la responsabilité de René Otayek, avec la collaboration de Daniel Bach, Émile Le Bris, Robert Buijtenhuijs, Annie Cheneau-Locquay, Georges Courade, Dominique Darbon, Mathias S. Kanse, J. Achille Mbembe, Alain Ricard, Claude Wauthier.

ADAMOLEKUN (Ladipo) — **Politics and Administration in Nigeria.** — Ibadan, Spectrum and Hutchinson, 1986, 203 p.

Voici une bonne introduction à l'évolution des rapports entre la haute fonction publique et le système politique nigériens. L'auteur procède par touches successives et, en moins de 200 pages, parvient à donner un aperçu des changements intervenus de la période coloniale au coup d'État de décembre 1983. On regrette que nombre des thèmes abordés ne soient pas plus approfondis ni traités de manière systématique tout au long de l'ouvrage. Outre cela, les interactions observables à l'intérieur des États fédérés, voire entre ceux-ci et l'échelon fédéral sont quasiment ignorées. [D.B.]

ANTOINE (Philippe), DUBRESSON (Alain), MANOU-SAVINA (Annie) — **Abidjan « côté cours ».** — Paris, Karthala/ORSTOM, 1987, 274 p.

Vitrine d'un Occident transplanté avec bonheur en terre africaine, la

« perle des lagunes » a cessé de faire illusion. Abidjan ne matérialise plus la réussite des choix libéraux de la Côte-d'Ivoire.

On attendait, depuis quelques années, une synthèse des nombreuses recherches menées sur cette ville et dont les résultats demeuraient malheureusement inaccessibles aux non-initiés. *Abidjan « côté cours »* comble cette attente, et de quelle façon ! Plus qu'une monographie exhaustive et ennuyeuse, l'ouvrage est la chronique d'une course de vitesse entre le projet urbain moderniste des pouvoirs publics et la fameuse « ville des cours » où s'obstinent à vivre sept Abidjanais sur dix... Cette chronique très vivante sert de support à une réflexion stratégique de haute tenue sur les politiques urbaines et leurs ramifications obligées : la relation au marché mondial et les alliances de classes qu'expriment toujours les actions d'aménagement.

Démographes ou géographes, les auteurs ne sont pas seulement des scientifiques confirmés ; leur commune familiarité avec les lieux leur permet, sauf quelques pesanteurs ici et là, de dominer une matière particulièrement riche et de la restituer sous une forme homogène et attractive. Il s'en faut de peu qu'*Abidjan « côté cours »* soit un

livre grand public au meilleur sens du terme.

C'est peu dire que la métropole ivoirienne domine l'espace national : le cinquième de la population y concentre la moitié du revenu monétaire et produit 70 % de la valeur ajoutée du secteur moderne. Elle est pourtant de création récente puisque c'est seulement en 1934 que Bingerville cède à Abidjan l'exercice du pouvoir administratif et économique. On retrouve tous les ingrédients d'une logique urbanistique coloniale privilégiant à la fois une conception centralisatrice et un dogme hygiéniste poussé ici jusqu'à la caricature. L'ouverture, en 1951, du canal de Vridi bouleverse l'ordonnement initial et une politique d'habitat social, inhabituelle dans l'Afrique coloniale, vient concrétiser l'élargissement d'un projet urbain qui s'inscrita bientôt dans le « modèle ivoirien ». L'État naissant parie sur l'ouverture au marché mondial qu'il croit garante d'une croissance sans fin.

Mais le fruit ne tient pas la promesse des fleurs. L'extension spectaculaire de la ville (dont la superficie officielle est multipliée par dix en moins de vingt ans) va de pair avec la raréfaction de l'espace habitable et c'est l'habitat « évolutif », dont Treichville et Adjamé sont les premiers témoins, qui assure l'essentiel de la croissance. « En attendant... on est là ! » ; les Abidjanais traduisent à leur manière une stratégie du fait accompli qui oblige l'État indépendant à ressusciter des pratiques urbanistiques ségrégatives et répressives. De déguerpissements en restructuration, un cinquième du patrimoine immobilier va être détruit en cinq ans ! L'habitat sommaire est le premier visé mais la ville des cours n'est pas épargnée à Avocatier en 1980. L'investissement public se concentre outrageusement sur l'habitat économique et, malgré la conjoncture, l'habitat de standing continue de prospérer après 1980.

La distorsion entre le projet officiel mêlant des préoccupations de promotion pour tous, de stabilité sociale et de transformation des mentalités, et la ville réelle (celle des cours) s'inscrit durablement dans le paysage.

A quoi ressemble cette ville des cours à la fois délaissée et courtisée ? C'est une ville cosmopolite dont la composante étrangère décline après avoir fait la fortune du secteur locatif. Les populations en transit équivalent presque aux effectifs installés durablement. C'est de moins en moins un espace à statut précaire (moins de 10 % en superficie aujourd'hui). C'est enfin une ville en dur à 95 % mais édiflée en dehors des normes officielles. On chercherait en vain une homogénéité à cette ville dans la ville où s'esquissent des phénomènes de recomposition par intégration de certains éléments du projet officiel. Que de discordances, par ailleurs, entre modèles d'urbanisation et comportements sociaux ! La famille élargie, largement alimentée par une polygamie pourtant interdite officiellement depuis 1964, est plus représentée dans l'habitat façonné aux normes occidentales ; c'est aussi ce type d'habitat qui, plus que tout autre, irrigue les flux d'enfants confiés, si importants à Abidjan. Une heureuse formule résume la désormais classique opposition entre « chambre-salon » et « entrer-coucher » : « si le populaire est dans la cour, toute la cour n'est pas populaire »... Le rapport complexe mais fortement structurant entre propriétaires et locataires est dévoilé dans ses implications quotidiennes et interprété en termes de classes « hors des camisoles de force idéologiques »...

Contre la doctrine de la Banque mondiale et malgré les moyens qu'elle consacre à la ville à la fin des années 80, les autorités ivoiriennes s'accrochent à leur « modèle », multipliant les expropriations, dispensant largement les subventions et imposant des normes élevées. Jusqu'au début des années 80, elles affirment un choix d'élargissement de leur base sociale à travers l'accès au sol urbain et au logement. Il s'agit d'assurer la formation d'une catégorie sociale intermédiaire entre les bénéficiaires directs du projet étatique et la masse des locataires laissés pour compte.

L'heure des révisions déchirantes est aujourd'hui venue. L'État, privé de ressources, doit renouveler ses alliances

avec une ville des cours elle même ébranlée par la conjoncture ; d'anciens bénéficiaires des prébendes officielles y rejoignent les plus défavorisés pour proclamer que « la maison c'est trésor ». Le pouvoir est aujourd'hui dans l'impasse faute de renoncer à la toute-puissance de l'idéologie urbanistique et de reconnaître que, loin de s'opposer, la ville du projet (l'endroit) et la ville des cours (l'envers) sont organiquement liées. [E.L.B.]

AQUARONE (Marie-Christine) — **Les Frontières du refus : six séparatismes africains.** — Paris, Éditions du CNRS, 1987, 133 p., cartes, photos, bibliogr. (Mémoires et documents de Géographie.)

Cet ouvrage qui analyse les mouvements séparatistes du Sud-Soudan, du Tchad, du Biafra, du Katanga, de l'Érythrée et de l'Ogaden a le mérite d'exister. Peu d'auteurs, en effet, ont eu le courage de se lancer dans l'étude comparative du séparatisme africain, ce qui rend utile la tentative de débroussaillage du terrain faite par M.-C. Aquarone. L'auteur se limite cependant un peu trop à l'exposition des cas spécifiques et néglige la dimension véritablement comparative. Un essai non-transformé en quelque sorte, édité néanmoins avec beaucoup de soin et un apport cartographique intéressant. [R.B.]

DE BROGLIE (Gabriel) — **Le Français, pour qu'il vive.** — Paris, Gallimard, 1986, 286 p.

Dans un genre à la fois classique et difficile, le président de la CNCL ne fait pas des merveilles ; le discours de l'amateur éclairé tourne vite au lieu commun : la vraie performance est alors de tenir près de trois cents

pages ; le lecteur se lasse avant. Sur le sujet, voyez Hagège ! Notons quand même, parmi d'autres, cette perle (p. 281) : l'occitan, langue « italique », dont les militants sont « surtout catalans ». [A.R.]

CROWTHER (Geoff) — **Africa on a Shoestring.** — South Yarra (Australie)/Berkeley (États-Unis), Lonely Planet, 1986, 782 p.

DIKI-KIDIRI (Marcel), SCHENARDI (Jean-Pierre) — **Chasse et tourisme en République centrafricaine.** — La Pommeraie, 1984, 144 p.

« Voyager au Zaïre est un exercice qui demande initiative, patience et endurance. Cela vous procurera aussi quelques-unes des plus mémorables aventures de votre vie... Pour mieux en profiter, évitez de vous polariser sur des détails comme la nourriture ou le temps nécessaires pour aller de A à B. Rien n'est sûr, rien n'est à l'heure, et à la saison des pluies, vous pouvez être bloqués pendant des semaines dans l'attente d'un passage... ». Que voilà un programme alléchant pour le routard archétypal, assez bien représenté par l'auteur, évidemment australien, de ce merveilleux guide de l'Afrique, qui passe en revue 52 États ou entités administratives (La Réunion y compris). Pour chaque pays, les faits essentiels sont donnés, dans une saine perspective démocratique, qui valut à l'édition précédente une lettre de protestation de l'ambassade d'Afrique du Sud. Le voyageur curieux, ami des gens comme des paysages, y trouvera une masse d'informations. Indispensable pour respirer en dehors du pré-carré...

Dans un genre différent, signalons un guide original de la Centrafrique, fruit de la collaboration entre un linguiste centrafricain et un guide de chasse français. La rencontre est rare et le résultat convaincant : l'initiative devrait être renouvelée. Un regret

cependant : que la partie touristique ne soit pas assez développée et se borne à quelques itinéraires dans Bangui. [A.R.].

GIRI (Jacques) — **L'Afrique en panne : Vingt-cinq ans de développement.** — Paris, Karthala, 1986, 204 p.

Après avoir consacré un ouvrage aux problèmes spécifiques de la zone sahélienne (*Le Sahel demain*, Karthala, 1983), J. Giri élargit son horizon pour analyser la situation qui prévaut aujourd'hui en Afrique noire en général. Il se livre d'abord à un bilan sévère et sans complaisance de vingt-cinq ans de développement qui, après un tour d'horizon des principaux problèmes qui se posent actuellement (« un continent qui se remplit » ; « des greniers qui se vident » ; « des usines qui rouillent »), aboutit à un constat d'échec. On a cru que parsemer le paysage africain d'usines, y tracer des routes, construire des écoles, des universités, des ministères, faire des forages dans les villages et les équiper de pompes solaires, c'était le développement. Mais la formule magique qui consistait à doter l'Afrique des apparences du développement pour que celui-ci advienne n'a pas été très efficace.

L'auteur essaie ensuite de comprendre pourquoi le développement « modèle 1960 » a fait faillite. Écartant résolument les thèses gauchistes qui imputent le sous-développement du continent africain à des facteurs externes, il relève principalement des contradictions internes propres à l'Afrique. Pour lui, les intérêts de la classe au pouvoir, la nature même des classes dirigeantes expliquent que les politiques suivies depuis l'indépendance aient été conçues avant tout en fonction d'un souci principal : empêcher les ruraux de s'unir et de devenir une force politique capable de s'opposer à la bourgeoisie étatique et à sa clientèle

urbaine. On peut être en désaccord sur bien des points avec ces analyses, mais on doit admettre qu'elles sont toujours intéressantes et stimulantes, bousculant les idées reçues et les partis pris.

Dans un dernier chapitre, d'une vingtaine de pages seulement, J. Giri envisage l'avenir de l'Afrique. Tout en pensant que les tendances actuellement à l'œuvre continueront pendant un certain temps à dominer l'évolution, de sorte que la crise actuelle s'aggravera encore sensiblement, l'auteur conclut cependant sur une note optimiste : si le malheur de l'Afrique est de s'être ouverte sur le monde trop tard, ce malheur est aussi sa chance car, contrairement à ce que croient certains, comme G. Hyden, des raccourcis sont possibles sur le chemin du progrès et l'avenir de l'Afrique est ouvert. Pour ma part, j'ai trouvé cette partie de l'ouvrage décevante, trop légère, trop peu réfléchie, faisant appel à des procédés incantatoires que l'auteur dénonce tout au long des chapitres précédents. Bref, J. Giri n'a pas réussi à me convaincre. Cela dit, son ouvrage est remarquable : bien écrit et concis, compréhensible pour le non-spécialiste. De la vulgarisation au meilleur sens du mot. [R.B.].

HANDEN (Dianna Lima) — **Nature et fonctionnement du pouvoir chez les Balanta Brassa.** — Bissau, Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa, 1986, 271 p., cartes.

Ce petit livre très clair propose une étude ethnologique, sous l'angle du politique, d'une ethnie fort mal connue jusque là, celle des Balanta de Guinée Bissau.

Évoquer les Balanta, « ceux qui refusent », c'est évoquer une riziculture savante et ancienne (présente au xv^e siècle le long du rio Cacheu) et de constantes migrations vers la côte de groupes refoyés voulant préserver leur autonomie et recherchant des ter-

rains propices à la culture du riz. Aujourd'hui, les Balanta représentent 24 % de la population du pays, sont les premiers producteurs de riz, aliment de base, et ont un poids politique dû à leur rôle dans la lutte de libération nationale.

Après avoir reconsidéré le champ social balanta, l'auteur cherche à reconstituer un système politique situé avant la conquête coloniale, dépourvu de pouvoir centralisé et pour lequel les analyses sociologiques ont été biaisées parce que liées à l'expérience de domination. Elle montre que l'organisation sociale balanta n'est pas égalitaire bien que la « dimension horizontale soit le reflet d'un ordre cyclique dans lequel chaque cadet devient un jour un aîné et jouit des privilèges qui s'attachent à cet état social ». Les relations de dépendance sont liées, comme dans beaucoup de sociétés africaines, à la parenté, au sexe, à l'ancienneté, des individus par l'âge, et des lignages en fonction de l'occupation de l'espace.

Mais inégalité ne signifie pas exploitation et l'intérêt de cette étude est de bien montrer comment l'ordre social s'établit sur une dichotomie constante entre « l'idéal reposant sur des valeurs dominantes et l'empirique qui nécessite un accommodement politique réducteur de conflit ». En fait, à toute forme de pouvoir correspond une forme de contre-pouvoir qui a pu induire en erreur les adeptes de l'égalitarisme, voire de l'anarchisme balanta.

Selon D.L. Handen, le concept d'une « structure tribale acéphale », de même que celui d'anarchie, est sujet à caution car bien que n'ayant pas d'appareil d'État, la société n'est dépourvue ni d'autorité politique, ni de pensée dirigeante. C'est une « gérontocratie démocratique » où le pouvoir indivis et collectif revient aux aînés initiés. Le pouvoir est synonyme de savoir ; il n'apporte aucun profit. Le maître de la terre, premier de la première lignée fondatrice, n'a qu'un rôle d'arbitre et il est toujours possible de faire appel à des individus distingués par certaines qualités personnelles, cadets et même femmes. Mais la démocratie mise en œuvre pour con-

trôler et arbitrer les oppositions éventuelles n'empêche pas une contrainte d'autant plus pesante que le pouvoir est légitimé par la tradition et comporte une part de sacré.

Après avoir ainsi mis en évidence les formes et les contradictions d'un ordre social inégalitaire régulé par un système politique à la fois contraignant et démocratique, l'auteur montre toute l'importance des mécanismes compensatoires qui permettent de neutraliser les oppositions et les compétitions, mécanismes qui sont, pourrait-on dire, les « moteurs » du maintien et de la reproduction d'un système politique (et social) qui préfère les armes de la persuasion à celles de la coercition.

Ainsi s'explique la coutume balanta la plus curieuse (avec celle du vol) pour des étrangers : la discrimination qui s'exerce à l'égard des femmes est compensée par la liberté sexuelle dont dispose la femme mariée après trois ans ; elle a la possibilité de se déplacer sans contrainte, « de libérer ses pulsions sexuelles et ainsi de combler ses besoins affectifs souvent brimés dans le cadre du mariage forcé, mais ceci à condition que cette liberté s'exerce hors du village marital ». Ces femmes jouent ainsi un rôle d'initiatrices pour les jeunes gens et, puisque seule la paternité légale compte, cette liberté serait de fait une manière d'annuler la stérilité masculine.

Le dernier chapitre de l'ouvrage est consacré au fanado, le rite d'initiation qui « révèle le politique dans toutes ses dimensions : historique, religieuse, économique ». Il est en quelque sorte l'institution de synthèse de ce système socio-politique et consiste en une « remise à neuf de la société ». Le fanado consacre le passage à l'état d'aîné, celui qui possède le savoir et par là même le pouvoir. La fonction politique du sacré est donc essentielle en tant que légitimation du pouvoir.

La démonstration magistrale d'un jeu dialectique subtil dans cette société balanta paraît presque trop belle ou plutôt trop théorique. Il est dommage que l'analyse du pouvoir politique balanta, à l'épreuve de l'histoire, ne fasse l'objet que de la conclusion et

que l'auteur ne donne que quelques aperçus des problèmes politiques contemporains. On se demande, à l'issue de cette lecture, si la gestion d'un tel équilibre n'est pas compromise par une politique de développement qui trouve plus facilement des alliances par le biais des contre-pouvoirs... On aurait aimé aussi plus de références à d'autres sociétés lignagères et segmentaires voisines de la côte ouest-africaine. [A.C.L.].

HINDERINK (Jan), STERKENBURG (J.Jan) — **Agricultural Commercialization and Government Policy in Africa**. — London, KPI, 1987, 328 p., 17 fig. (Monographs from the African Studies Center, Leiden.)

Deux géographes d'Utrecht nous proposent dans ce livre une synthèse des problèmes de développement de l'agriculture marchande en Afrique noire en relation avec les politiques publiques. Sujet d'actualité : beaucoup pensent que la croissance de la production et de la productivité agricoles passe par une plus grande insertion de l'agriculture dans le système capitaliste. Une réflexion macroscopique sur l'état de la question précède six études de cas en Afrique occidentale, orientale et méridionale, respectant ainsi deux canons de la géographie : unité et diversité des situations.

Les 138 premières pages situent le problème dans l'évolution historique pour nous convaincre de l'absence de rupture lors de l'indépendance et de l'inadaptation des politiques agricoles. L'hypothèse centrale des auteurs, dans ce cadre d'analyse, peut se résumer ainsi : la monétarisation est une condition nécessaire et non suffisante du développement rural ; elle reste cependant surdéterminée par des facteurs économiques et politiques spatialement et temporellement différents. Dans ce cadre, le rôle de l'État est posé comme

un déterminant majeur du développement.

Les études de cas à grande échelle viennent illustrer la thèse globale :

- la mise en œuvre d'un processus spontané de monétarisation de l'agriculture dans un environnement favorable (coton au Swaziland) ;

- la relative réussite d'un périmètre hydro-rizicole (développement sans « paysans ») au Soudan (district d'Aweil) ;

- la différenciation sociale engendrée par une politique d'aide indirecte à la commercialisation de l'élevage au Botswana ;

- l'étroitesse de la marge de manœuvre de l'agriculture commerciale dans une région écologiquement vulnérable au Mali (département de San) ;

- les conséquences néfastes des brusques changements de politique dans la Côte-d'Ivoire septentrionale, suite à l'abandon de la recherche de l'autosuffisance en riz ;

- l'impact spatial et social différencié d'une agriculture marchande centrée sur un produit sans prise en considération de l'environnement écologique et du cadre général du développement rural (Kenya).

La conclusion reprend l'analyse de la crise alimentaire en Afrique au sud du Sahara, opposant les thérapeutiques extraverties de la Banque mondiale à l'autocentrage préconisé par le Plan de Lagos. Les auteurs développent quatre idées-clé. L'État africain joue un rôle développementaliste essentiel, en l'absence d'un secteur « privé » puissant, avec un certain nombre de conséquences néfastes. Il pressure le monde rural ; il développe une approche technocratique du développement rural imposé d'en haut et ses choix sont conditionnés par la place de l'Afrique dans la division internationale du travail héritée de la colonisation. Il en résulte une faible marge de manœuvre des pays pour recentrer leur développement dans un sous-continent balkanisé.

L'analyse présentée a une grande cohérence et se différencie très nettement de l'approche géographique fran-

cophone marquée par le référent tropical. Le poids des déterminants culturel et écologique n'est pas ici surévalué. Il serait peut-être insuffisamment mis en valeur. Par contre, le développement rural se trouve bien posé à la confluence du haut et du bas. Les relations Nord-Sud ne sont pas occultées et l'État redevient un acteur géographique de premier plan dissocié des « encadrements » chers à P. Gourou qui se situe dans la « longue durée », telle qu'elle fut définie par F. Braudel.

Le titre de l'ouvrage *Agricultural commercialization* est ambigu, mais il cache un enjeu fondamental. Il s'agit du processus de développement de l'agriculture monétaire, de rente, spéculative ou marchande. Aucun de ces termes n'est, à la vérité, breveté. Pour les auteurs, cette production destinée au marché est un signe de modernisation et du développement, un indicateur de la capacité d'adoption des innovations, mais une condition inadéquate du développement. Ceci s'inspire des postulats des géographes de la modernisation étudiant la diffusion spatiale de l'innovation (voir les travaux de Soja au Kenya) et prête à discussion sur ce qu'est et doit être le processus de développement. Il n'en est pas moins dommage qu'ils n'aient pas poursuivi la problématique de départ vers une reformulation des politiques agricoles.

En effet, ce type d'agriculture rend nécessaire l'existence de mécanismes d'intermédiation avec le marché mondial qui ne sont ni maîtrisés par les producteurs, ni par les États qui ne servent pas de « bouclier » à l'activité agricole comme en Europe ou aux États-Unis. Est-il besoin de rappeler les aides à la production agricole octroyées par les pays du Nord qui atteignaient 80 % de la valeur de la production au Japon, 45 % dans la CEE et 20 % aux États-Unis en 1982, d'après une étude de l'OCDE ? Ce qui est bon pour les producteurs des zones tempérées était-il mauvais pour ceux des Tropiques ?

Cette fonction inexistante de régulation étatique fragilise cette agriculture marchande et rend vulnérables à leur tour les États dans la conjoncture défavorable

actuelle. Cette interrogation d'actualité ne permettait-elle pas de tracer une autre voie entre le libéralisme qui s'applique en Afrique et le fantasme de l'autosuffisance proclamé à Lagos ? Ce livre pose enfin une double question sur le devenir de l'Afrique agricole et la géographie agraire : va-t-on vers la fin des « terroirs », points privilégiés d'observation du système agraire et territoires où s'inscrivent une agriculture et une culture rurales « enracinées » ? Toujours est-il que cet ouvrage est à recommander à tous ceux qui interviennent dans le développement agricole comme acteurs... ou comme observateurs. Il restitue parfaitement un débat à l'heure où l'on prépare dans les laboratoires une « révolution verte » pour l'Afrique et où l'on adjure les États de se défaire de leurs ambitions dans le développement et d'adopter les lois du marché. [G.C.].

KUPER (Adam) — **South Africa and the Anthropologist.** — London, Routledge and Kegan Paul, 1987, 213 p., bibliogr., index.

L'ouvrage rassemble douze contributions de l'auteur, publiées entre 1970 et 1987, sur l'Afrique australe. Suivant les traces de Léo et Hilda Kuper, A. Kuper est l'un des anthropologues les plus compétents de notre époque sur cette région de l'Afrique. La présentation des structures sociales et politiques, mais aussi les tentatives répétées d'approche des processus mentaux chez les populations bantoues du sud (Sotho, Tswana, Tsonga, Zoulou et Swazi) sont menées de façon méthodique et cohérente. L'auteur s'intéresse aussi bien aux institutions qu'à leur évolution face à la « modernisation », ainsi qu'au processus mentaux, c'est-à-dire aux questions de mise en conformité intellectuelle et de compatibilité psychique de concepts et d'idées apparemment contradictoires. En rassemblant ces contributions, A. Kuper

présente en fait le champ d'une analyse anthropologique exhaustive.

L'introduction de l'ouvrage, écrite en 1987, ouvre au lecteur deux axes de réflexion : la situation politique de l'Afrique du Sud permet à l'auteur de s'interroger, à travers sa propre expérience, sur la valeur du terrain sud-africain pour l'anthropologie et les implications politiques d'études touchant à la culture, à l'identification et à la différenciation ethnique dans ce pays. Les réponses ébauchées par A. Kuper apparaissent très cohérentes. Enfin, l'auteur réaffirme le bien-fondé de l'analyse structuraliste pour établir une histoire du long terme dans laquelle particularités et ressemblances ne sont en dernier ressort que les produits différenciés de conditions locales propres, exacerbées dans le temps. [D.D.].

MACGAFFEY (Wyatt) — **Religion and Society in Central Africa. The Bakongo of Lower Zaire.** — Chicago, The University of Chicago Press, 1986, 295 p., bibliogr., index.

On connaissait déjà les travaux de W. MacGaffey sur les « prophètes modernes » du Kongo. Son dernier ouvrage nous propose l'une des études les plus stimulantes, publiées au cours des dernières années, sur l'imaginaire et les systèmes idéo-symboliques africains. C'est que l'auteur rompt clairement avec les approximations héritées de l'ethnologie coloniale (et qui, subrepticement, parcourent encore nombre d'écrits préoccupés de rendre compte des faisceaux « indigènes » de représentations). Dans la mise en perspective théorique qui sert d'introduction à l'ouvrage, il se réclame en effet de filiations très iconoclastes, qui vont de Geertz à De Saussure, en passant par Weber, Leach (pour ne pas parler de Durkheim et Mauss). Cette sorte de « pot-pourri » théorique, de plus en

plus à la mode parmi les « africanistes » américains, l'autorise à lire la société kongo et sa cosmologie comme un texte religieux, économique et politique. L'auteur passe en revue les principaux codes dans lesquels sont phrasés les processus d'interaction sociale : relations aînés-cadets, dimension rituelle des faits économiques et vice-versa, rapport au monde de l'invisible, construction culturelle de l'espace et du temps, concordances entre la détention de certains types de savoirs et l'accumulation de types spécifiques de puissances, etc.

W. MacGaffey ne nie pas le fait que les bases économiques qui entretenaient une relation de dépendance réciproque avec ce complexe symbolique ont été partiellement érodées. Il réaffirme cependant que cette érosion n'a pas pu entraîner l'écroulement de l'équipement mental étudié. Et que cet équipement structure aujourd'hui encore la façon dont les « indigènes » construisent leur intelligence des processus contemporains, et produisent des réponses adaptées à leur façon de s'imaginer la nature des enjeux de cette époque.

Autant les deux premières parties de l'ouvrage brillent par leur subtilité, autant la troisième et dernière partie (changement et continuité) est peu travaillée. L'effort consistant à restituer les procédures analysées à leur statut de *faits historiques* (et donc qui ne sont pas invariables) tourne trop court. Et l'impression selon laquelle, dans le créneau qu'il s'était choisi depuis une vingtaine d'années, W. MacGaffey vient, avec ce dernier ouvrage, de dire tout ce qu'il pouvait encore dire sur la question, n'aide pas à dissiper ce très léger malaise ! [J.A.M.].

MAKEDONSKI (Eric) — **Le Sénégal, la Sénégalie.** — Paris, L'Harmattan, 1987, 2 vol., 195 + 235 p.

E. Makédonsky a vécu près d'une trentaine d'années en Afrique noire, dont plusieurs au Sénégal, comme correspondant de l'AFF. Les deux volumes qu'il a consacrés au Sénégal et à la Gambie reflètent sa connaissance approfondie de ces deux pays.

Son ouvrage, après une partie historique, depuis la découverte du Cap-Vert par les navigateurs portugais jusqu'au mandat du président Diouf, aborde tous les aspects de la vie politique, économique et sociale du Sénégal (avec un chapitre sur la Gambie contemporaine). Les grandes figures de la résistance à la conquête coloniale (El Hadj Omar bien sûr, mais aussi Lat Dior, Mamadou Lamine et Alboury) sont évoquées tout comme celles des hommes politiques qui firent carrière sous la tutelle coloniale (Blaise Diagne et Galandou Diouf, puis Lamine Gueye) partisans de l'assimilation dont le coup d'envoi avait été donné avec l'octroi de la citoyenneté française aux « sujets » des « quatre communes » de la côte.

E. Makédonsky apporte ensuite un témoignage de première main sur l'éclatement de la Fédération du Mali, la mise à l'écart de Mamadou Dia, la passage de pouvoir entre Senghor et Diouf, la rébellion en Casamance et l'intervention des forces sénégalaises à Banjul. L'auteur souligne au passage le rôle économique et politique des grandes confréries musulmanes tidjane et mouride. Les effets néfastes de la monoculture arachidière et la querelle écologique sur les grands barrages des fleuves Sénégal et Gambie sont traités dans le chapitre sur l'économie de la région.

En marge de ce survol de l'histoire et de cette analyse des données actuelles d'un développement difficile (en raison notamment de la détérioration des terres de l'échange et des sévères sécheresses qui se sont abattues sur le Sahel), l'ouvrage offre des pages plus originales sur des sujets divers, mais qui sont autant d'indices de l'appauvrissement des couches populaires : le

recul de la polygamie, la prolifération des « tontines », l'apparition du « bouki » (une nouvelle forme d'usure sur le crédit à la consommation), l'usage de la drogue, la persistance du recours aux guérisseurs et autres marabouts. A propos de l'essor culturel, une des fiertés légitimes du pays, on y apprend aussi que le président Senghor a eu plusieurs fois la main lourde en censurant les cinéastes sénégalais, et pas seulement Sembène Ousmane.

Ces passages ajoutent à la valeur d'un ouvrage qui évite aussi bien la prétention à l'érudition que la vulgarisation superficielle. [C.W.].

RANGER (Terence) — Peasant Consciousness and Guerilla War in Zimbabwe. — Harare, Zimbabwe Publishing House, 1985, 377 p., bibliogr., index.

Le dernier ouvrage de T. Ranger montre comment, à partir d'une question hasardeuse, on peut construire un excellent ouvrage. En effet, parti d'une perspective qui se voulait comparatiste, l'auteur débouche sur une attachante monographie d'histoire rurale et des mouvements paysans au Zimbabwe dans la période coloniale. Il a été aidé dans cette tâche par des intuitions, émises ici et là par divers analystes préoccupés par d'autres « objets », et qui avaient laissé croire à des parentés entre les trajectoires kenyane (expérience des Mau-Mau), mozambicaine (mobilisation paysanne et guerre dite populaire) et le processus zimbabwéen. Tout en ne niant pas les évidentes similarités, l'historien britannique entreprend, non sans une pesante insistance, de ruiner à la base ces intuitions et de démonter les arguments — au demeurant trop fragiles — qui les supportent.

C'est ce qui lui permet de préci-

ser avec brio la spécificité du cas zimbabwéen. En s'appuyant sur des données contrastées recueillies dans le Matabeleland et le Manicaland, il restitue la genèse et la structuration, puis les formes d'énonciation de la conscience politique paysanne des années 30-40 jusqu'à la période de la lutte armée. Les vecteurs que cette prise de conscience emprunta, les médiations sur lesquelles elle prit appui, ses (dé)liaisons problématiques avec les mouvements ouvriers et urbains sont finement mis en relief. L'auteur montre bien comment l'équation entre l'intensité de l'oppression (utilisation combinée des ressources coercitives, de la répression judiciaire pour briser les tactiques légalistes, des procédures du marché pour créer la disette et la dépendance) et les disponibilités à la révolte et au soulèvement fut loin d'être mécanique. Avec bonheur, il met l'accent sur la persistance d'une mémoire de l'expropriation, le refus d'oublier agissant comme un capital symbolique que la guérilla n'hésita pas à utiliser pour faire admettre la légitimité du thème historique de la récupération des terres perdues au début de la colonisation blanche. Le rôle des intermédiaires culturels est largement évoqué. L'étude se termine par de prudentes interrogations sur les rapports entre l'État indépendant et les paysans.

Si, malgré son style alerte, on doit manifester quelque agacement devant les interminables citations contenues dans cette étude, on ne peut cependant manquer d'observer qu'elles font presque toujours l'objet d'un choix judicieux. T. Ranger ne se prive pas du plaisir de « tirer sur une ambulance » : le préjugé selon lequel le prolétariat serait « révolutionnaire » et la « paysannerie » passive. On regrettera l'approche étroitement « unidisciplinaire » d'une étude qui aurait gagné à s'enrichir des apports conjugués de l'anthropologie et de l'économie. Mais ce léger défaut est largement compensé par l'extraordinaire flair de l'auteur et sa connaissance, très intime, du terrain. [J.A.M.]

OBASANJO (Olusegun) — **Africa in Perspective. Myths and Realities.** — New York, Council on Foreign Relations, 1987, 51 p.

Cet ouvrage constitue la publication d'une série de conférences présentées par l'ancien chef de l'État nigérian (1976-1979) sur l'avenir du continent africain. Des trois textes, le plus intéressant est celui sur l'Afrique australe qui confirme la réputation que O. Obasanjo s'est acquis lors de la vice-présidence de l'*Eminent Persons Group* du Commonwealth en Afrique australe. [D.B.]

ROUVILLE (Cécile de) — **Organisation sociale des Lobi. Burkina Fâso, Côte-d'Ivoire.** — Paris, L'Harmattan, 1987, 259 p., bibliogr.

Parmi les rares monographies consacrées aux Lobi (l'une des composantes ethniques du Sud-Ouest burkinabé et du Nord-Est ivoirien), cet ouvrage constitue incontestablement l'un des plus remarquables tant du point de vue de la démarche que de la qualité des informations qu'il livre. En effet, l'auteur allie à une approche méthodologique claire, une grande maîtrise du terrain. Bien rédigé, l'ouvrage de C. de Rouville est indispensable à la connaissance de l'ethnie lobi, condamnée vaille que vaille, en dépit de son narcissisme culturel, à obéir à ce que l'on appelle chez les sociologues le changement culturel.

Cet ouvrage, sans être polémique, remet en cause certaines affirmations sur l'organisation sociale des Lobi, tenues jusqu'ici pour vérité. On y apprend ainsi que les Lobi, longtemps considérés comme matrilineaires, sont en réalité bilinéaires (tout individu appartenant par sa mère à un matri-

clan et par son père à un praticlan). Il apparaît aussi que si, politiquement, cette société présente un système anétatique, l'équilibre interne du groupe repose en fait sur deux sphères principales de contrôle social (la communauté villageoise et les groupes de filiation utérine et agnatique) auxquelles est associé un culte collectif (le culte de la terre et le culte de l'esprit tutélaire du clan) qui, en édictant des obligations et un système de sanctions surnaturel contre certains actes susceptibles de nuire à la cohésion du groupe, assure le maintien de l'ordre social. Au total, s'il n'y a aucun doute sur la valeur heuristique de l'ouvrage, il n'en demeure pas moins que l'auteur, dans sa tentative d'explication de certains phénomènes sociaux, en arrive à des conclusions en partie difficilement convaincantes. Pour justifier par exemple les raisons profondes de l'existence de la polygamie chez les Lobi, l'auteur affirme sans détour que « le désir de s'assurer une main-d'œuvre familiale apparaît comme le mobile le plus puissant de la polygamie » (p. 195). De quelle main-d'œuvre parle-t-elle ? Agricole, supposons-nous, puisque c'est l'agriculture qui constitue l'essentiel de l'activité quotidienne du Lobi ! Si oui, il est alors difficile de la suivre. L'auteur conviendra avec nous que, contrairement à la société mossi (pour ne citer que celle-ci) où la femme travaille la terre comme l'homme, la femme lobi intervient très peu dans les travaux champêtres. C. de Rouville ne vole-t-elle pas à notre secours quand elle dit qu'« il existe une stricte division du travail entre les sexes. Les hommes défrichent, préparent les champs, sarclent et coupent les épis des récoltes. Le rôle des femmes est peu important ; elles sèment et font le transport des récoltes jusqu'à la maison » (p. 58). Il nous semble qu'il faille chercher l'explication ailleurs, en tout cas pas là où l'auteur croit l'avoir trouvée. [M.S.K.].

THROUP (David W.) — **Economic and Social Origins of Mau Mau, 1945-1953.** — London/Nairobi/Athens, James Currey-Heinemann, Kenya-Ohio University Press, 1987, 304 p., bibliogr., cartes, index.

KANOGO (Tabitha) — **Squatters and the Roots of Mau Mau, 1905-1963.** — London/Nairobi/Athens, James Currey-Heinemann, Kenya-Ohio University Press, 1987, 206 p., bibliogr., cartes, index.

La révolte « mau mau » (Kenya, 1952-1956) continue d'exciter les esprits et la recherche scientifique dans ce domaine se porte plutôt bien. Deux études majeures en apportent une preuve éclatante. La première, due à un universitaire anglais, D.W. Throup, se concentre sur les racines économiques et sociales du mouvement mau mau et nous présente une histoire essentiellement vue d'en haut. L'auteur fonde, en effet, son étude principalement sur les archives gouvernementales (anglaises et kenyanes), à l'aide desquelles il nous fournit une analyse infiniment plus subtile des causes de la révolte que ne l'ont fait ses prédécesseurs. Certes, son livre ne bouleverse pas entièrement la recherche mau mau et confirme, dans ses grandes lignes, les conclusions auxquelles les meilleurs spécialistes étaient arrivés il y a quinze ans. Cependant, D.W. Throup nous oblige à réviser nos opinions sur des points importants, comme par exemple l'étendue du malaise économique et social régnant en pays kikuyu dès 1947 (alors que jusqu'ici on avait tendance à dater ce malaise à partir de 1950), ou encore sur le rôle crucial du Gouverneur de l'époque, Sir Philip Mitchell (1944-1952) dont il montre la lourde responsabilité dans l'évolution de la crise. Il souligne également, et à juste titre, les dissensions à l'intérieur de l'administration coloniale et au sein de la communauté des colons, souvent négligées.

Son livre apporte donc beaucoup

de choses inédites et on peut seulement regretter que l'auteur n'ait pas poursuivi son analyse au-delà de l'année 1952, c'est-à-dire le début de la révolte proprement dite. Cette coupure introduit, à mon avis, un certain déséquilibre dans l'analyse des racines du mouvement : D.W. Throup affirme dans son livre que la plus grande erreur des autorités coloniales a été de ne pas avoir su intégrer dans le système colonial les élites kikuyu naissantes, c'est-à-dire les leaders politiques modérés et les « proto-capitalistes » des réserves et d'ailleurs. Analyse juste en elle-même, mais qui n'insiste pas suffisamment sur le fait que la révolte proprement dite a été animée principalement par les couches les plus défavorisées de la société kikuyu qui, à partir de 1952, ont pris le pas sur les nouvelles élites. D.W. Throup signale ce fait à plusieurs reprises, mais il me semble que ce point essentiel risque d'échapper au lecteur non-spécialiste. Une analyse plus approfondie aurait eu sa place ici.

Contrairement à D.W. Throup, T. Kanogo, professeur d'histoire à l'Université de Nairobi, nous présente une histoire vue d'en bas, en utilisant comme source principale des interviews avec des acteurs historiques kikuyu. Son livre développe l'analyse d'un seul des courants se trouvant à l'origine de la révolte mau mau, à savoir le mouvement contestataire né au début des

années 1940 parmi les tenanciers africains (*squatters*) vivant sur les fermes des colons blancs. Comme c'est le cas pour D.W. Throup, son analyse est beaucoup plus fine que celles de ses prédécesseurs et apporte un élément nouveau important : elle affirme en effet que les premiers, parmi les *squatters*, à s'engager dans le mouvement mau mau ont été les simples ouvriers de base et non pas les « élites » (chefs d'équipes, instituteurs, etc.), comme le pense F. Furedi, le principal spécialiste dans ce domaine jusqu'ici. Étant donné que F. Furedi, lui aussi, a travaillé sur le terrain et a eu des entretiens avec des responsables mau mau, la controverse, à mon avis, n'est pas close et mériterait d'être reprise ultérieurement. La thèse de T. Kanogo est en tout cas intéressante, comme le sont les pages consacrées à la participation des femmes à la révolte, sujet qui reste souvent dans l'ombre et sur lequel elle apporte des données nouvelles utiles. Il est seulement dommage que T. Kanogo, comme D.W. Throup, se concentre surtout sur les origines du mouvement mau mau. Les chapitres consacrés à la période 1953-1964 sont en effet trop brefs et apportent moins de lumières inédites.

Néanmoins, ces deux livres sont novateurs et on attend avec impatience des études aussi stimulantes sur la période de la révolte proprement dite. [R.B.]